



**SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX
DU BASSIN VERSANT DE L'OUDON
COMMISSION LOCALE DE L'EAU**

**PROCES-VERBAL
Réunion plénière du 16 juin 2023**

A l'ordre du jour :

1. Validation du procès-verbal de la séance précédente
2. Présentation de l'état de l'eau et des milieux aquatiques
3. Validation du rapport annuel 2022
4. Avis sur le plan départemental pour la Protection des milieux aquatiques et la Gestion des ressources piscicoles (PDPG du 49)
5. Etat d'avancement de la révision du S.A.G.E.
6. Etat d'avancement de l'élaboration du P.T.G.E.
7. Etat d'avancement de l'inventaire des zones humides et du bocage sur Anjou Bleu Communauté
8. Questions diverses



Monsieur Louis MICHEL remercie Clara MARIE, chargée de mission communication et information géographique, et Thomas ROINÉ, en apprentissage sur le S.A.G.E. et le P.T.G.E., pour leur travail à la C.L.E. qui s'achève.

Monsieur Gérard JALLU, vice-président en charge de la communication à la C.L.E., intervient. Il a eu plaisir à travailler avec Thomas, il le félicite pour tout le travail mené sur la concertation préalable, cela a été fait avec professionnalisme, il a mis en place des animations avec une ouverture sur le citoyen et sans préjugés.

Il remercie également Clara, pour qui c'est un premier poste. Ce n'est pas facile de remplacer une personne sur un temps court. Il a apprécié un travail très fluide et agréable.

Monsieur Louis MICHEL informe que Thomas va poursuivre au Syndicat du bassin de l'Oudon jusqu'à la fin de l'année sur la mission du LIFE Chéran en remplacement d'un congé maternité. Clara poursuit ses missions de communication sur le bassin de l'Authion.

1. VALIDATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE PRECEDENTE

Ce point est reporté car le procès-verbal n'a pas été envoyé.

2. PRESENTATION DE L'ETAT DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Monsieur Syméon KERGOURLAY présente les indicateurs de suivi (Cf. diaporama).

Pourquoi une augmentation de la consommation d'eau potable ?

Nouvelles industries ? Plus de prélèvements de l'agriculture à partir du réseau d'eau potable ? augmentation de la consommation des ménages ?

Monsieur Syméon KERGOURLAY - Les syndicats d'eau potable expliquent que la consommation par personne augmente.

Monsieur Joël RONCIN - Avec la réorganisation des syndicats, plus de mal à séparer les données ?

Des piscines supplémentaires ?

Monsieur Louis MICHEL pense que plus d'industriels utilisent le réseau d'eau potable. Il faut des échanges avec eux pour le réemploi de l'eau.

Sur les teneurs en nitrates

Monsieur Vincent GUILLET et Monsieur Jacky VALLÉE réagissent à l'objectif « médiocre » fixé dans le S.A.G.E. (qui correspond à un objectif entre 25 et 50 mg/l de nitrates).

Monsieur Vincent GUILLET - Il faut se donner les moyens de ses objectifs, donc fixer des objectifs plus ambitieux.

Monsieur Louis MICHEL - Il faut aussi tenir compte de la réalité, les moyens sont mis dans la mesure des possibilités financières de l'agence de l'eau Loire-Bretagne. On part d'un état mauvais, on va vers l'amélioration en visant moins de 50 mg/l. Il rappelle que moins de 11% des masses d'eau en Pays de la Loire sont en mauvais état.

Explications de la mauvaise qualité nitrates sur le captage de la Plaine ?

Sols très filtrants, pas de programme d'actions avec les agriculteurs comme pour les autres captages souterrains sur lesquels on observe une baisse de la concentration en nitrates.

Il est noté une amélioration certaine de la qualité de l'eau nitrates dans l'Oudon à St Aubin du Pavoil, à la station qui représente les 2/3 du territoire.

Teneurs en pesticides

Monsieur Laurent LELORE s'interroge sur le rajout de molécules observées au fil des années ? Les comparaisons sont plus difficiles, les agriculteurs pensent améliorer leurs pratiques mais si on recherche plus, on voit une dégradation.

Monsieur Vincent GUILLET - La vente de produits est en hausse même si les doses appliquées diminuent, avec la nouvelle PAC les agriculteurs retournent les prairies, le retrait de l'élevage entraîne plus de surfaces céréalières.

Monsieur Jacky VALLÉE - La bande de 6 mètres peut être insuffisante pour de grandes parcelles.

Monsieur Vincent GUILLET demande si un programme est mené sur l'Eperonnière contre les pesticides ?

Monsieur Michel RAIMBAULT - Sur l'Eperonnière il y a un programme depuis plus de 10 ans pour la lutte contre les nitrates, 40 ha de boisement en 30 ans, élevage extensif,...

Sur la partie pesticides le travail débute, l'objectif est de diminuer leur IFT (indice de fréquence de traitement). La nappe est fragile à 10 ou 15 mètres.

Les membres constatent que la pollution à la Bentazone dégrade la situation. On sait d'où vient la Bentazone (origine industrielle, dans la vallée du Misengrain), mais on ne sait pas pourquoi. L'OFB¹ et la DREAL² font des investigations. La Bentazone est utilisée en agriculture, mais là on est sur une pollution industrielle localisée, sur un lieu de stockage et de retraitement de déchets. L'entreprise fait le nécessaire sous la surveillance de l'État.

¹ Office français pour la biodiversité

² Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Sur les milieux aquatiques

Madame Régine TIELEGUINE s'interroge sur les assecs de 2022, est-ce qu'il y aura une dégradation des IPR³ ?

Monsieur Bernard BOUTEILLER – Il y a eu une dégradation rapide, l'amélioration est plus longue. Il faut des capacités d'accueil des espèces, les habitats ont été dégradés avec la sécheresse. C'est en fonction de la hauteur de la ligne d'eau, si elle est basse ce sont plutôt des petits poissons.

Monsieur Nicolas CHATARD - L'observation des invertébrés est plus stable, les habitats se remettent correctement. Dans le calcul de l'IPR, il faut faire attention car une espèce absente avant travaux peut rester absente après travaux si elle a disparu depuis de longues années. Ce n'est pas la bonne métrique pour observer la qualité des milieux. S'il y a des étiages sévères répétitifs, c'est compliqué d'avoir du mieux. Sur l'Hyrôme, il y a 3 ans très bon IPR, pêche faite hier, il y a moitié moins d'espèces, ce sont surtout des juvénile. La qualité va se dégrader à cause du manque d'eau en 2022. Il faut donc prendre les IPR avec précaution.

Monsieur Jacky VALLÉE – Est-ce qu'il y a des comparaisons entre zone avec ouvrages, et masse d'eau sans ouvrage comme l'Hière qui subit la sécheresse ?

Monsieur Bernard BOUTEILLER – Avec ouvrage, le volume d'eau peut être important mais sans écoulement, il peut y avoir de fortes mortalités. Il faut donc des débits.

Monsieur Joël RONCIN – le Syndicat du bassin de l'Oudon fait un état avant travaux puis après travaux de rétablissement de la continuité écologique, on a plutôt des résultats positifs. C'est le cas à Athée.

Sur les espèces invasives

Monsieur Jacky VALLÉE - Est-ce que le Silure est pris en compte ?

Monsieur Bernard BOUTEILLER – Le sandre est plus prédateur que le Silure. Le Silure est protégé au niveau européen. Cette espèce est mal jugée. Le Silure s'est déplacé chez nous. La population entre les années 1980 et 2020 n'augmente pas. Le Silure n'est pas responsable de la baisse de la biodiversité à lui seul. Ce ne sont pas des poissons d'étangs.

Monsieur Syméon KERGOURLAY – Dans le cadre du S.A.G.E., l'évaluation porte sur les espèces végétales invasives. Le Silure n'est pas suivi.

Monsieur Jacky VALLÉE - Est-ce qu'on est sur des plantations de haies utiles ?

Monsieur Syméon KERGOURLAY – Le planteur est conseillé, mais après il fait ce qu'il souhaite.

Monsieur Bertrand De la RIVIERE - La fonctionnalité des haies avec ou sans talus n'est pas la même. Pourquoi les boisements ne sont pas pris en compte ?

Monsieur Laurent LELORE – On s'intéresse au maillage bocager car cela n'a pas le même intérêt. Il y a des enjeux sur l'érosion, sur la qualité de l'eau.

Monsieur Pierrick GILLES – Les planteurs sont accompagnés pour leurs plantations.

Monsieur Vincent GUILLET - 650 kms supprimés et 150 kms plantés sur la Région.

Monsieur Joël RONCIN – Sur le bassin de l'Oudon, il y a plus de plantations que d'arrachage.

Monsieur Louis MICHEL – On cherche à ralentir l'eau, retrouver de l'infiltration et de la qualité de l'eau.

Monsieur Gérard JALLU – Sur les zones de passage de la LGV, les plantations vont être vérifiées et replantées si nécessaire.

Monsieur Bertrand de la RIVIERE - On ne prend pas en compte les molécules hormonales ?

Monsieur Louis MICHEL – la C.L.E. a mené un travail sur les perturbateurs endocriniens. La moitié sont des médicaments, la moitié sont des pesticides.

Il faudrait inclure les résultats dans la présentation.

³ Indices poissons rivières

Monsieur Gérard JALLU - Les gens y sont sensibles, se sont montrés intéressés lors des échanges en conférence à Segré et Laval à l'occasion de la journée mondiale de l'eau 2022.
Monsieur Pierrick GILLES - Il faut communiquer sur le sujet. Il y a aussi tout ce qu'on utilise dans les maisons, les scientifiques doivent nous aider pour la communication sur ces perturbateurs. L'origine n'est pas que dans le milieu naturel.

Monsieur Vincent GUILLET demande la disponibilité de la présentation « état des eaux et des milieux aquatiques ». Est-ce que c'est présenté en conseil municipal ?

Madame Régine TIELEGUINE – Ce n'est pas prévu en conseil municipal mais on le fait si on est sollicité. Il sera adressé aux membres de la C.L.E. et mis en ligne sur le site Internet.

Monsieur Louis MICHEL – Cela demande du temps de présentation car c'est assez technique. Sur un mandat faisable en conseil municipal mais pas tous les ans.

3. VALIDATION DU RAPPORT ANNUEL

Le rapport annuel est validé. **Unanimité.**

4. AVIS SUR LE PLAN DEPARTEMENTAL POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA GESTION DES RESSOURCES PISCICOLES

Les membres de la C.L.E. ont été destinataires de l'ensemble des documents avant la réunion.

Monsieur Nicolas CHATARD, technicien à la Fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique 49 intervient. Cf. diaporama.

Monsieur Joël RONCIN - Cet outil est disponible pour les techniciens ?

Monsieur Nicolas CHATARD - Oui, c'est un outil dynamique consultable en ligne. Pour les bureaux d'études qui ont tendance à faire des analyses faussées, ils pourront se rapprocher de la fédération s'ils le souhaitent. Ils auront seulement accès aux fiches en pdf.

Monsieur Joël RONCIN - C'est important de le prendre en compte dans les travaux du syndicat de bassin de l'Oudon.

Monsieur Nicolas CHATARD – il faut définir les secteurs où la vie piscicole est encore possible naturellement, on ne veut pas nécessairement que les enjeux piscicoles soient en tête de bassin versant, il y a d'autres enjeux sur les têtes de bassin versant.

Monsieur Philippe BOLO – Les actions s'imposent ou ce sont des préconisations ?

Monsieur Nicolas CHATARD - Ce sont des préconisations.

Comment on s'assure de leur cohérence avec d'autres préconisations sur d'autres paramètres ?

Monsieur Nicolas CHATARD – Les actions proposées le sont dans le cadre des S.A.G.E. et de la réglementation.

Monsieur Philippe BOLO – Dommage qu'elles ne s'imposent pas dans ce cas, la biodiversité est importante.

Monsieur Nicolas CHATARD – C'est au S.A.G.E. d'asseoir la politique sur son territoire. D'où l'accès de l'outil à la C.L.E.

Vote pour le plan départemental pour la protection des milieux aquatiques et la gestion des ressources piscicoles 49 : Unanimité.

5. ETAT D'AVANCEMENT DE LA REVISION DU S.A.G.E.

Madame Régine TIELEGUINE et Monsieur Thomas ROINÉ présentent l'état d'avancement. Cf. diaporama.

- ⇒ Résultats de la consultation des prestataires pour la révision du S.A.G.E.
- ⇒ Résultats de l'indicateur sur la perception du S.A.G.E. par les acteurs (point reporté faute de temps)
- ⇒ Mobilisation du groupe de participation citoyenne

Monsieur Vincent GUILLET demande si les citoyens sont répartis sur le bassin Oudon.
Monsieur Thomas ROINÉ - Bien réparti mais pas dans les âges et les appétences. Représente la population présente dans les manifestations où était présente la C.L.E. en 2022.
Monsieur Gérard JALLU - ce groupe élargit le champ de la participation au S.A.G.E.
Monsieur Vincent GUILLET - Il faut aller sur des lieux où il y a des jeunes. Festival de musique par exemple.
Monsieur Gérard JALLU - On a aussi fait des animations auprès des jeunes.
Monsieur Thomas ROINÉ précise qu'avec la mise en place de ce groupe, on va plus loin que ce que demande la réglementation pour la révision des S.A.G.E.

6. ETAT D'AVANCEMENT DE L'ELABORATION DU P.T.G.E.

Madame Régine TIELEGUINE présente l'état d'avancement. Cf. diaporama.

Monsieur Alexandre ROUX précise que le P.T.G.E. est élaboré dans un cadre réglementaire, il s'agit d'un sursis à un classement du bassin en ZRE⁴ plus restrictif pour la gestion quantitative.

Le calendrier a été imposé pour un rendu en 2024. Il y a eu un peu de retard au début de la mission, il faut laisser de la souplesse sur l'échéance pour ne pas précipiter les discussions entre les acteurs. L'étude avance maintenant bien. Il y a encore beaucoup d'éléments techniques à apporter, il faut donc se laisser quelques mois supplémentaires.

7. ETAT D'AVANCEMENT DE L'INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES ET DU BOCAGE SUR LE TERRITOIRE D'ANJOU BLEU COMMUNAUTE

Madame Régine TIELEGUINE présente l'état d'avancement. Cf. diaporama.

8. QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Philippe BOLO - Ce qui est fait est très utile, on a encore des choses à faire, et on est rattrapé par le dérèglement climatique, la ressource en eau doit être préservée, se pose la question du partage de la ressource en eau.

La réutilisation des eaux usées doit être étudiée de prêt, car le retour de l'eau au cours d'eau fait le débit d'étiage. Le régime des crues sera différent de ce qu'on connaissait avant. L'esprit des S.A.G.E. est à renforcer.

Monsieur Louis MICHEL - La C.L.E. doit être reconnue personne publique associée (PPA) dans les documents d'urbanisme. On nous demande de plus en plus notre avis mais on ne nous donne pas de statut supérieur.

⁴ Zone de répartition des eaux

Il y a également un besoin de clarification entre ce qui relève des structures de bassins versants et ce qui relève des intercommunalités. La loi NOTRe⁵ n'a pas donné les moyens pour l'eau, les compétences passent par les communautés de communes qui ont déjà beaucoup à faire. Il y a eu une perte d'indépendance fiscale des structures de bassin.

Monsieur Philippe BOLO note la complexité des observations qui sont faites, les informations doivent être fiables, les réseaux sociaux diffusent des informations rapidement, sans prendre le temps de travailler ensemble.

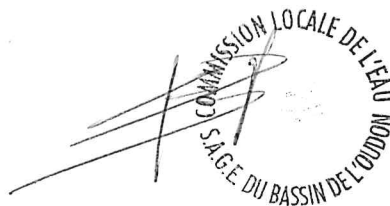
Monsieur Louis MICHEL insiste sur l'importance des plans alimentaires territoriaux (PAT), la production des fruits et légumes mayennais ne permet pas actuellement de nourrir les mayennais. On travaille un peu en silo. L'endroit où on se retrouve est à la C.L.E.

Monsieur Louis MICHEL clôt à la réunion à 12h15.

Nombre de membres présents ou représentés / nombre de membres :

Collège des élus :	12/32
Collège des usagers :	07/19
Collège de l'Etat :	03/08
Total :	22/59

**Procès-verbal dressé le 16 juin 2023,
Monsieur Louis MICHEL,
Président de la Commission Locale de l'Eau,**



Liste des présents, excusés, absents pages suivantes

⁵ Loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), promulguée le 7 août 2015

L'an deux milles vingt-trois, le seize juin à neuf heures trente minutes, les membres de la Commission Locale de l'Eau se sont réunis à la salle du Centre administratif intercommunal à CRAON sur la convocation individuelle qui leur a été adressée le deux juin deux milles vingt-trois par Monsieur Louis MICHEL

NOM PRENOM	FONCTION	PRESENT	EXCUSE	ABSENT
<u>Collège des collectivités :</u>				
ANNONIER Claude	Délégué au Syndicat d'Eau de l'Anjou		X	
BOISARD Véronique	Conseillère municipale de Beaulieu sur Oudon			X
CHAMARET Richard	Vice-président com com du Pays de Craon		X	
COLAS Aurélien	Adjoint au maire de Bouillé Ménard			X
DELAUNAY Bernard	Conseiller départemental d'Ille et Vilaine			X
DUBOSCLARD Hervé	Conseiller communautaire com com Vallées du Haut Anjou		X	
GABORIAUD Bernard	Conseiller municipal du Lion d'Angers	X		
GAUDIN Hervé	Conseiller communautaire Anjou Bleu Communauté			X
GENDRY Daniel	Vice-président com com du Pays de Craon			X
GILLES Pierrick	Délégué au Syndicat du Bassin de l'Oudon – a pouvoir de M Chamaret	XX		
GIRARDOT-MOITIE Chloé	Conseillère départementale de Loire Atlantique		X	
GRIMAUD Gilles	Conseiller départemental de Maine et Loire			X
GUILLEMIN Richard	Conseiller communautaire com com Vallées du Haut Anjou			X
GUILLET Vincent	Adjoint au maire de Craon	X		
HOUTIN Patrice	Adjoint au maire de Château Gontier sur Mayenne		X	
JALLU Gérard	Adjoint au maire de Loiron-Ruillé	X		
MAHIER Aurélie	Conseillère départementale de Mayenne			X
MAHOT Marcel	Adjoint au maire d'Armaille			X
MAROL Dominique	Conseiller municipal de Loiré			X
MAUSSION Patricia	Conseillère Régionale des Pays de la Loire			X
MICHEL Louis	Vice-président de Laval Agglomération – a pouvoir de M DUBOSCLARD	XX		
PERRAULT Sylvain	Conseiller municipal du Lion d'Angers			X
PERRIN Stéphane	Conseiller régional de Bretagne			X
POINTEAU Serge	Maire de Peuton			X
POIRIER Franck	Conseiller municipal de St Michel de la Roë			X
RAIMBAULT Michel	Maire de Livré la Touche	X		
RAIMBAULT Pascal	Conseiller municipal de Cossé le Vivien	X		
RIOU Yamina	Maire d'Erdre en Anjou			X
ROBERT Jacques	Vice-président Com com Anjou Bleu Communauté		X	
RONCIN Joël	Conseiller municipal de Segré en Anjou Bleu – A pouvoir de M. ANNONIER	XX		
ROUSSEZ Olivier	Maire délégué de Pouancé			X
VALLEE Jacky	Maire de Chérancé	X		
<u>Collège des usagers :</u>				
BOUTEILLER Bernard	Fédération Départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Maine et Loire	X		
BRUNY Régine	Sauvegarde de l'Anjou		X	
CLAVREUL Bruno	FRCIVAM Pays de la Loire			X

NOM PRENOM	FONCTION	PRESENT	EXCUSE	ABSENT
DE GUEBRIANT Loïk	Syndicat départemental des propriétaires privés rurales de Mayenne			X
de LA RIVIERE Bertrand	Syndicat des exploitants de plans d'eau, de cours d'eau de la Mayenne et de la Sarthe – A pouvoir de M de SIMIANE	XX		
de PENFENTENYO Louis-Amaury	Association de défense et de sauvegarde de la vallée de l'Oudon			X
de SIMIANE Michel	Syndicat de la propriété privée rurale de Maine et Loire		X	
DEGAND Jean	Association Mayenne Nature Environnement		X	
FOURNIER Daniel	Association de sauvegarde des moulins d'Anjou	X		
GANDON Jean-Claude	Filière Aquacole des Pays de la Loire			X
GUINAUDEAU Jean-Michel	UFC Que Choisir 53	X		
LONGEVIN Michel	Chambre de Commerce et d'Industrie 49			X
LEBRET Dominique	Fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Mayenne			X
LELORE Laurent	Chambre d'agriculture des Pays de la Loire – a pouvoir de Mme SAUDRAIS	XX		
PERROIS Christian	Association B.A.S.E.			X
SARRAMAIGNA Daniel	Club Nautique Segréen			X
SAUDRAIS Odile	Chambre d'agriculture Mayenne		X	
THIREAU Jean-Charles	Syndicat des irrigants de la Mayenne			X
Monsieur le Président ou son représentant	Chambre de commerce et d'industrie de Mayenne		X	
Collège de l'Etat :				
	Le Préfet de la Région Centre-Val de Loire – Préfet du Loiret, Préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne ou son représentant			X
	Le Préfet de Maine et Loire ou son représentant			
	Le Préfet de Mayenne ou son représentant			X
BONIOU Pascal	Le Directeur de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne ou son représentant		X	
DESOBEAU Hélène	Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire ou son représentant		X	
GRANGEARD François	Directeur régional de l'Office Française de la Biodiversité des Pays de la Loire ou son représentant			X
DOUSSET Laurent	Le Directeur départemental des Territoires de Maine et Loire ou son représentant	X		
ROUX Alexandre	Le Directeur départemental des Territoires de Mayenne ou son représentant A pouvoir de l'agence de l'eau Loire-Bretagne	XX		
Autres invités ou participants :				
BOLO Philippe	Député de Maine et Loire	X		
CHATARD Nicolas	Fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique 49	X		
TIELEGUINE Régine	Commission Locale de l'Eau	X		
ROINÉ Thomas	Commission Locale de l'Eau	X		